

Q. De quelle manière cela pourrait-il affecter le sujet dont on parle?—R. La proportion des dépôts au Canada ne serait pas aussi élevée.

Q. Mais ne contrôlèrent-ils pas un montant correspondant des affaires?—R. Vous confondez les affaires à l'étranger avec les affaires au Canada.

Q. Non, mais vous dites qu'une grande proportion de ces dépôts vient de l'étranger?—R. Oui. Avez-vous fait cette distinction en préparant vos chiffres? Je n'ai pas vérifié ce point.

Q. Non, je n'ai pas établi cette distinction. J'ai pris le montant total des dépôts. Mais, voici où je veux en venir,—étant donné que les dépôts ont été faits, ils ne seraient d'aucune utilité à la banque à moins qu'elle en fasse usage dans ses transactions de banque, n'est-il pas vrai?—R. Non.

Q. Et, par conséquent, ils serviraient, dans cette proportion aux affaires de ce pays?—R. Non, dans ce pays et à l'étranger. La Banque Royale, par exemple, fait des affaires considérables à Cuba et aux Antilles et elle utilise là ses dépôts étrangers.

Q. Est-ce que ces quatre banques ne contrôlèrent pas 70 pour cent des affaires?—R. Je ne le crois pas.

Q. Ne seriez-vous pas prêt à admettre que les quatre plus grandes banques font environ 70 pour cent des affaires au Canada?—R. Non, je ne le crois pas.

Le PRÉSIDENT: Me permettez-vous de vous interrompre. Nous avons M. Ross, secrétaire de l'Association des Banques canadiennes, parmi nous. Si nous ne pouvons pas obtenir ces détails immédiatement, il pourrait peut-être nous les fournir plus tard.

Le TÉMOIN: Oui, nous pouvons vous fournir ces détails.

*M. Ladner:*

Q. Maintenant, abordons le passif envers le public; je puis commencer mes observations par la suggestion qu'il indique l'activité des affaires du pays?—R. Oui.

Q. Je lis maintenant dans les Journaux de la Chambre des Communes, 1923, vol. 60, à la page 98, une pièce indiquant le passif envers le public à des dates différentes. A la fin de l'année 1904, le passif total de toutes les banques était de \$587,000,000.

Q. En 1908, \$1,814,000,000, en 1912, \$1,292,000,000. Je parle en chiffres ronds. En 1916, \$1,716,000,000. En 1920, \$2,835,000,000. Ce fut, en effet, l'année la plus considérable des affaires. En 1920, l'activité fut très grande. Puis, en 1922, \$2,347,000,000. Maintenant, je vois que vous avez la *Gazette* sous la main?—R. Oui, pour le mois de janvier.

Q. Le 31 décembre 1927, le passif total s'élevait à \$3,217,000,000. Maintenant, monsieur Phipps, cela représente pratiquement le chiffre total des affaires qui furent transigées. Maintenant, si vous tenez compte du capital-actions payé des banques, vous trouverez qu'en 1890, nous avions \$60,000,000 et qu'en 1900 il était de \$67,000,000, en 1910, \$100,000,000 et en 1923, 123,000,000. J'ignore à combien s'élevait la réserve du capital. A la fin de 1927, le capital acquitté est de \$122,764,000, ce qui est à peu près le même qu'en 1923?—R. Oui.

Q. Et la réserve a augmenté en même temps à \$133,566,000. Si je prends maintenant le montant du capital que les banques détenaient chez elles, et dont elles ont besoin dans leurs opérations, je constate qu'il s'élevait à \$4,000,000 en 1890, à \$6,500,000 en 1900, à \$25,000,000 en 1910, à \$70,000,000 en 1923, plus \$6,000,000 en d'autres biens immobiliers. Je sais que je vous cite une longue énumération de chiffres, mais la tendance générale de ma question va vous aider à établir votre réponse. Le capital en banques à la fin de décembre 1927 s'établissait à \$69,000,000. Voici où je veux en venir: Si vous pouvez vous rappeler d'une manière générale la tendance s'accusant par la grande augmentation des

[M. Albert E. Phipps.]